

MARCHÉ DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES



OBJET DU MARCHÉ :

MISSION DE CONTROLE TECHNIQUE

OPERATION REHABILITATION ENERGETIQUE

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE LYON

VAULX-EN-VELIN

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

MAÎTRE D'OUVRAGE :

École nationale supérieure d'architecture de Lyon

MANDATAIRE DU MAÎTRE D'OUVRAGE :

COMUE UNIVERSITÉ DE LYON (UDL)

92 RUE PASTEUR

CS 30122

69361 LYON CEDEX 07

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	<u>OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</u>	<u>4</u>
1.1	OBJET DU MARCHÉ	4
1.2	PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION, OBJET DU PRÉSENT CCP	4
1.3	DURÉE DU MARCHÉ	9
1.4	TITULAIRE DU MARCHÉ	9
1.5	SOUS-TRAITANCE	9
1.6	DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ	9
1.7	MODE DE DÉVOLUTION DES TRAVAUX	10
1.8	CLAUDE DE REEXAMEN.....	10
1.9	RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	10
1.10	INTERVENANTS	10
1.11	PORTAIL DE GESTION DOCUMENTAIRE	12
1.12	LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	12
1.13	RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES (RGPD)	12
1.14	CONFIDENTIALITÉ	13
ARTICLE 2.	<u>PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....</u>	<u>13</u>
ARTICLE 3.	<u>RÉGIME DES CONNAISSANCES ANTÉRIEURES ET DES RÉSULTATS.....</u>	<u>13</u>
ARTICLE 4.	<u>TVA.....</u>	<u>13</u>
ARTICLE 5.	<u>MISSIONS DE CONTRÔLE TECHNIQUE</u>	<u>14</u>
5.1	RESPONSABLE TECHNIQUE DU CONTRÔLE.....	14
5.2	CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE	14
5.3	ÉTENDUE DES MISSIONS DE CONTRÔLE.....	14
5.4	CONDITIONS D'EXÉCUTION DU CONTRÔLE TECHNIQUE	15
5.5	PHASES D'INTERVENTION	15
ARTICLE 6.	<u>REMUNÉRATION.....</u>	<u>17</u>
ARTICLE 7.	<u>PRIX</u>	<u>17</u>
7.1	FORME DES PRIX	17
7.2	MODE D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHÉ	17
7.3	CHOIX DE L'INDEX DE RÉFÉRENCE.....	17
7.4	MODALITÉS DE RÉVISION DES PRIX.....	17
7.5	APPLICATION DE LA TAXE À LA VALEUR AJOUTÉE.....	18
7.6	CONTENU DES PRIX.....	18

ARTICLE 8.	<u>REGLEMENT DES COMPTES - PAIEMENT</u>	<u>18</u>
8.1	E-FACTURATION.....	18
8.2	PAIEMENT	19
8.3	DELAIS DE PAIEMENT.....	21
8.4	AVANCE.....	21
8.5	REGLEMENT EN CAS DE COTRAITANTS OU DE SOUS-TRAITANTS PAYES DIRECTEMENT	21
8.6	ACCEPTATION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT	21
8.7	CONTESTATION.....	22
ARTICLE 9.	<u>EXECUTION DU MARCHÉ</u>	<u>22</u>
9.1	CONDUITE DES PRESTATIONS.....	22
9.2	DEROULEMENT DE LA MISSION	22
9.3	DOCUMENTS A FOURNIR	23
ARTICLE 10.	<u>RECEPTION – ACHEVEMENT DE LA MISSION</u>	<u>23</u>
10.1	RECEPTION DES ELEMENTS DE MISSION	23
10.2	ACHEVEMENT DE LA PRESTATION	23
10.3	ARRET DE L’EXECUTION DES INTERVENTIONS	23
ARTICLE 11.	<u>DELAIS – PENALITES</u>	<u>24</u>
11.1	DELAIS	24
11.2	PENALITES.....	25
ARTICLE 12.	<u>ASSURANCES</u>	<u>25</u>
12.1	RESPONSABILITE CIVILE (EN COURS DE CHANTIER, PROFESSIONNELLE ET APRES LIVRAISON)	25
12.2	RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE	26
ARTICLE 13.	<u>MESURES D’ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL</u>	<u>27</u>
ARTICLE 14.	<u>RESILIATION</u>	<u>27</u>
14.1	RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE.....	27
ARTICLE 15.	<u>REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION</u>	<u>28</u>
ARTICLE 16.	<u>REGLEMENT DES DIFFERENDS</u>	<u>28</u>
ARTICLE 17.	<u>DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D’INTERVENANTS ETRANGERS</u>	<u>28</u>
ARTICLE 18.	<u>DEROGATIONS AU C.C.A.G. PRESTATIONS INTELLECTUELLES</u>	<u>28</u>
ANNEXE 1 – PLAN DE LOCALISATION		<u>29</u>

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ

1.1.1 Caractéristiques générales

La présente consultation est relative à **une mission de contrôle technique pour l'opération de réhabilitation énergétique de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon**, situé à Vaulx-en-Velin. Cette dernière sera réalisée en conception-réalisation.

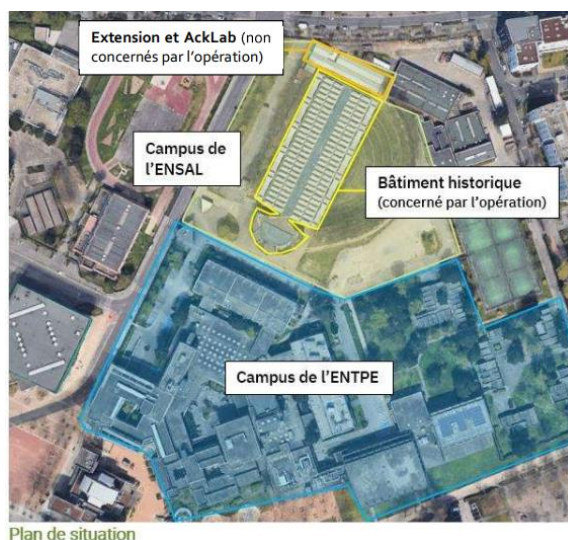
Lieu d'exécution : 3 rue Maurice Audin, 69120 Vaulx-en-Velin

1.2 PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION, OBJET DU PRESENT CCP

1.2.1 Présentation de l'ENSAL

Située sur le territoire de la Métropole de Lyon, première métropole française dont les projets de transformations urbaines sont nombreux, l'ENSAL est membre associé à la communauté d'universités et établissements de Lyon Saint-Étienne - COMUE, qui fédère onze établissements d'enseignement supérieur et de recherche, quatre universités, les grandes écoles de Lyon et de Saint-Étienne, et le CNRS. L'École est implantée sur un site stratégique et déterminant qui favorise la dynamique d'innovation et de partenariat engagée au fil des années.

Au cœur de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Lyon est une ville au rayonnement universitaire reconnu, un pôle scientifique et technique de premier ordre. Partenaire majeur de l'École, la ville de Vaulx-en-Velin est un territoire en pleine mutation, qui donne aux étudiants en architecture de Lyon, l'occasion unique de participer à la réflexion sur sa transformation urbanistique, notamment par le biais de projets sur le terrain. L'ENSAL partage le campus de Vaulx-en-Velin avec l'École nationale des travaux publics de l'État - ENTPE. Cette proximité immédiate favorise les échanges scientifiques et pédagogiques entre les écoles et a permis une collaboration inédite entre les deux établissements, avec la mise en place du double cursus architecte-ingénieur et ingénieur-architecte et la création du campus des métiers et des qualifications "Urbanisme et construction, Vers la ville intelligente".



Initialement installée au palais des Beaux-Arts de Lyon, puis à Ecully, l'ENSAL s'est implantée à Vaulx-en-Velin à la fin des années 80. Le bâtiment de l'ENSAL est né d'une commande publique portée par le directeur de l'architecture au ministère de l'urbanisme et du logement de l'époque - Jean-Pierre Duport - après qu'un incendie ait ravagé en 1976, les locaux de l'École, alors située à Saint-Just. Le concours pour la construction d'un bâtiment devant être exemplaire par sa conception, est remporté en 1982 par deux jeunes architectes, diplômés quatre ans plus tôt de l'École, face à huit autres agences nationales et internationales.

L'objet du présent marché est de confier une mission de contrôle technique pour le projet de réhabilitation du bâtiment principal de l'ENSAL à Vaulx-en-Velin

1.2.2 Présentation du site et lieu d'exécution du marché

Le projet de Françoise-Hélène Jourda et Gilles Perraudin fait la part belle à la lumière et valorise des matériaux bruts, le béton et le verre, avec une structure aux lignes épurées, construite autour d'un axe central : "La Rue". Cette rue est une véritable colonne vertébrale qui a permis une distribution équilibrée des espaces et a donné à l'école l'aspect d'une petite ville où se croisent étudiants, chercheurs, personnels enseignants et administratifs. Les salles de cours voutées en béton supportent les ateliers aux façades vitrées du premier étage. En 1987, le projet reçoit la mention spéciale du prix de l'Équerre d'argent. Une extension provisoire a été construite dans le prolongement du bâtiment en 2011 pour accroître la capacité d'accueil de l'école...

'AckLab, atelier d'innovation architecturale est construit en 2016 : un FabLab fixe et mobile équipé d'outils numériques, traditionnels et électroportatifs pour expérimenter, prototyper et concevoir. 'AckLab fait partie du réseau de la FabFoundation, communauté initiée par le Massachusetts Institute of Technology – MIT.

Le bâtiment a été labellisé "Architecture contemporaine remarquable" en 2020 par le Ministère de la culture.

Lieu d'exécution : 3 rue Maurice Audin, 69120 Vaulx en Velin

1.2.3 Présentation des dispositions constructives du bâtiment

Disposition constructive de structure béton armé

La structure du bâtiment :

- atelier Ouest est composée d'une trame de voûtes en béton armé avec murs porteurs de contreventement (refend).
- atelier Est est composée d'une trame poteaux-poutres en béton armé avec murs porteurs de contreventement (refend).
- administration Sud est composée de murs porteurs formant courbure en béton armé. La charpente est supportée par des poutres en béton armé juxtaposées de façon angulaire sur le mur porteur de façade courbée. Les planchers hauts de rez-de-chaussée sont en béton armé dans le bâtiment principale atelier.

Des joints de dilatation sont présents permettant le découpage de la structure entière en 4 parties.

Disposition constructive de structure bois de toiture

Il est composé d'une trame de poteaux-poutres (portiques) en bois assemblés par des rotules et boulons métalliques. Les déplacements horizontaux dans le plan des portiques sont repris par des câbles métalliques.

Portée des poutres : 13,7 m, section des poutres : 19,5 x 19,5 ht cm.

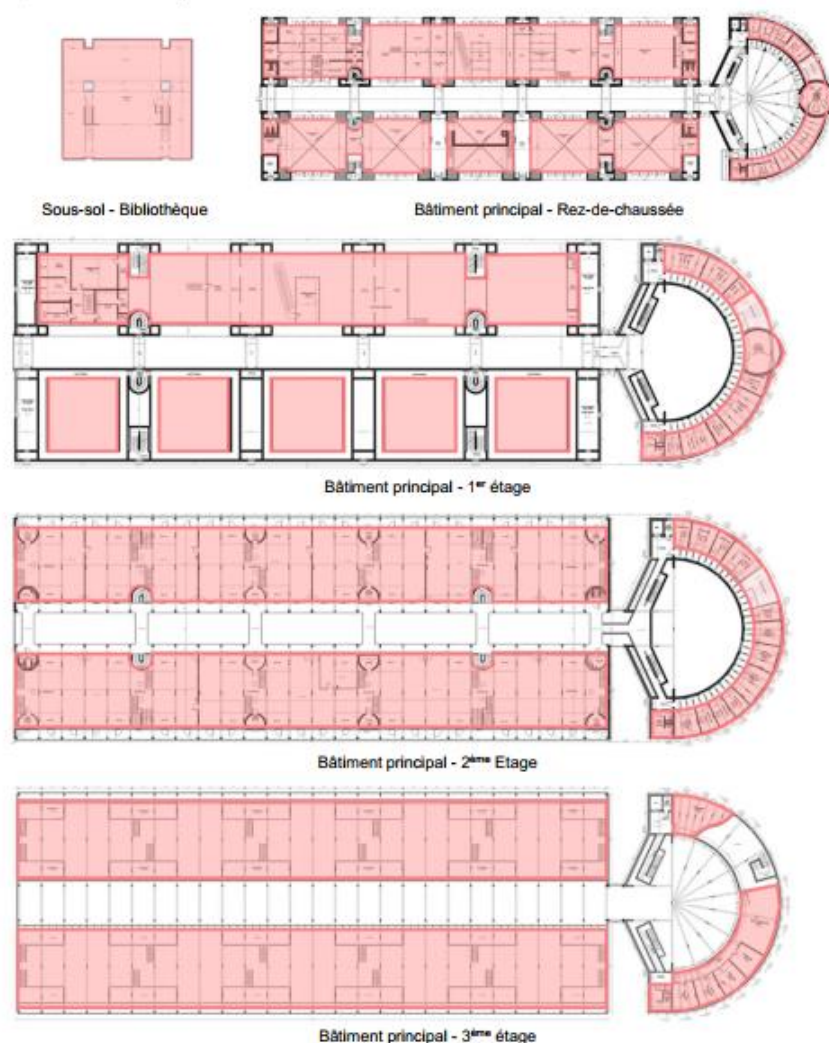
Entraxe des poutres nu à nu : 3,27 m.

Section des poteaux : 19,5 x 19,5 cm

Indicateurs principaux

Surface de plancher	7340 m ²
Surface chauffée	4900 m ²
Surface d'enveloppe	9 868 m ²
Compacité	1,34

Zonage du bâtiment principal
Répartition des locaux chauffés



1.2.4 Présentation de l'opération

Le projet de réhabilitation énergétique s'inscrit dans le cadre de l'Appel à Projet du programme 348 « Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs ». Ce projet vise à réduire les consommations énergétiques globales du bâtiment, estimées à 450 000kWh/an, et d'améliorer le confort des usagers.

Les principaux enjeux de l'opération sont les suivants :

- **Réhabilitation thermique de l'école**

Les travaux concernent l'amélioration de la performance thermique de l'ensemble de l'enveloppe extérieure du bâtiment principal, avec les interventions citées ci-dessus. Une attention particulière devra être portée sur l'ensemble des systèmes CVC et électrique de l'école.

- **Contraintes réglementaires : « Architecture Contemporaine Remarquable »**

Le bâtiment est labélisé depuis le 10 décembre 2020 « Architecture Contemporaine Remarquable » (ACR). Ce label signale les édifices et productions de moins de 100 ans non protégés au titre des Monuments Historiques. L'objectif poursuivi est de montrer l'intérêt de constructions récentes que tout un chacun peut habiter et fréquenter, de faire le lien entre le patrimoine ancien et la production architecturale actuelle, d'inciter à leur réutilisation en les adaptant aux attentes du citoyen (écologique, mémorielle, sociétale, économique...).

Pour mémoire : décret du 28 mars 2017 relatif au label ACR, la DRAC instruisant les demandes pour le préfet de région, ce qui est ici mentionné :

« Art. R. 650-6.-I.-Lorsque le bien faisant l'objet du label n'est pas protégé au titre des abords et des sites patrimoniaux remarquables ou identifié en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme, le propriétaire de ce bien informe par lettre recommandée avec demande d'avis de réception le préfet de région, deux mois au moins avant le dépôt d'une demande de permis ou d'une déclaration préalable, de son intention de réaliser des travaux susceptibles de le modifier. Il joint à sa lettre une notice descriptive présentant la nature et l'impact des travaux envisagés sur le bien. Un arrêté du ministre chargé de la culture précise le contenu de cette notice. S'il le juge utile, le préfet de région formule des observations et recommandations au propriétaire dans les deux mois suivant la réception de la lettre du propriétaire, le cas échéant après avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture. »

- **Travaux en site occupé**

Les travaux à réaliser se dérouleront en site occupé, impliquant une préoccupation forte vis-à-vis des usagers qui devront bénéficier d'un cadre de travail confortable et d'un environnement compatible avec leur pratique professionnelle.

Les travaux envisagés sont les suivants :

- Changement des menuiseries extérieures et mise en place de BSO
- Remplacement de la verrière
- Isolation par l'Intérieur
- Isolation de la toiture et réfection de l'étanchéité
- Mise en place d'une GTB
- Remplacement de l'éclairage par du LED
- Calorifugeage des réseaux de distribution de chaleur
- Etude de l'intérêt de l'installation de panneaux photovoltaïques et de la préservation des toiles existantes servant de protections solaires

Le présent projet de réhabilitation ne s'applique qu'au bâtiment principal, l'extension n'est pas incluse.

1.2.5 Enveloppe financière allouée aux travaux par le maître d'ouvrage

La partie de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est estimée à 4 000 000 € HT.

1.3 DUREE DU MARCHE

Le contrôleur technique intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages. Son intervention débute à la date de notification du marché. Elle s'achève à l'expiration de la période de levée des réserves suite à la réception de l'ouvrage du ou des marchés de travaux relatifs aux ouvrages à contrôler.

Le présent marché est conclu pour une durée de 48 mois à compter de sa notification. Le délai prévisionnel d'exécution du marché correspond à la durée du marché.

- À titre indicatif, le planning prévisionnel est le suivant :
- Dialogue compétitif : Mai 2024 – décembre 2024 : 8 mois
 - o *Rendu offre initiale : mi-Juillet 2024*
 - o *Rendu offre finale : début novembre 2024*
- Etude de conception : janvier 2025 – janvier 2026 : 12 mois
- Travaux : janvier 2026 – août 2027 : 18 mois
- Levée de réserves : août 2027 – janvier 2028 : 4 mois

La date prévisionnelle de début d'exécution est prévue début juillet 2024.

Les délais partiels d'exécution de la prestation sont définis à l'article 11.

1.4 TITULAIRE DU MARCHE

Le titulaire du marché est le contractant mentionné à l'article 1 de l'acte d'engagement.

La personne physique titulaire chargée de l'exécution de la mission de Contrôle Technique est celle mentionnée à l'article 1 de l'acte d'engagement.

Le titulaire du marché et la personne physique chargée de l'exécution de la mission de contrôle technique sont désignés de manière indifférenciée sous le nom de « contrôleur technique » dans l'ensemble du présent document.

Si, en cas de force majeure, le titulaire était contraint – en cours d'exécution – d'affecter à la fonction de contrôleur technique une personne physique différente de celle désignée au présent marché, il devrait en aviser au préalable le maître d'ouvrage ou son représentant par lettre recommandée avec accusé de réception et soumettre cette nouvelle personne à son agrément, conformément aux dispositions de l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-P.I.

1.5 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut désigner des sous-traitants en cours de marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

1.6 DECOMPOSITION DU MARCHE

Le marché n'est pas décomposé en tranches ni en lots.

1.7 MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX

Cette opération sera réalisée sous forme d'un marché de Conception-Réalisation.

La consultation se fait au moyen d'une procédure de dialogue compétitif. Il est attendu l'organisation suivante de la procédure :

- Sélection de quatre (4) candidats appelés à dialoguer
- Remise d'une offre initiale de niveau esquisse par les quatre (4) candidats et dialogue
- Remise d'une offre finale de niveau APD par les quatre candidats (4) et audition.

A l'issue de cette consultation, le titulaire de la Conception-Réalisation, dit ensemblier, sera l'unique interlocuteur de la maîtrise d'ouvrage chargé de la conception du projet et de la réalisation des travaux. Cet ensemblier sera susceptible de faire intervenir des sous-traitants pour réaliser certains de ces travaux.

1.8 CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Modification de la clause de variation de prix en raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initiale, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur de l'économie du marché.
- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux.
- La reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié du pouvoir adjudicateur ;
- La prolongation du terme du marché (aléas de procédure de renouvellement, adhésion à un groupement d'achat).

1.9 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.10 INTERVENANTS

La (les) personne(s) physique(s) désignée(s) par le titulaire pour l'exécution de la prestation, aura(ont), dans le cadre des missions identifiées dans le C.C.P., de nombreux interlocuteurs dans le cadre de sa (leur) mission :

1.10.1 Maîtrise d'ouvrage – Exploitant :

Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon (ENSAL)

3 rue Maurice Audin, BP170

69512 Vaulx-en-Velin Cedex

1.10.2 Mandataire de la Maîtrise d'ouvrage - Conduite d'opération :

Conformément à la convention de mandat, la maîtrise d'ouvrage du projet sera assurée par la COMUE Université de Lyon – 92 Rue Pasteur - CS 30122, 69361 Lyon Cedex 07 – France.

La conduite d'opération sera assurée par la Direction Stratégie Immobilière et Développement des Campus de l'Université de Lyon, jusqu'à la fin de l'opération et sa livraison.

1.10.3 Candidats de la Conception-Réalisation – Ensemblier titulaire du marché

La désignation du groupement titulaire de la conception-réalisation (ensemblier) interviendra à l'issue d'un dialogue compétitif (4 groupements candidats seront admis à participer au dialogue)

Lors du dialogue compétitif, chacun des quatre candidats devra :

- Pour l'offre initiale, établir un dossier de niveau esquisse devant permettre à la commission de dialogue :
 - o De comprendre les grandes orientations techniques, environnementales et performancielles envisagées.
 - o D'évaluer l'adéquation de la proposition avec l'enveloppe budgétaire allouée à l'opération.
 - o De comprendre les grands principes de phasage et d'organisation des travaux
- Pour l'offre finale, établir un dossier de niveau APS permettant à la commission de dialogue :
 - o De comprendre pleinement le détail de la proposition architecturale, fonctionnelle et urbanistique.
 - o De comprendre pleinement le détail des choix techniques, environnementaux et performanciel pris en compte par le candidat.
 - o De comprendre le phasage des prestations et l'organisation du chantier, en particulier sur la base du PGCSPP établi par le Titulaire.

La mission du Contrôleur technique débutera lors de l'offre initiale.

A l'issue de la période de dialogue compétitif, l'ensemblier lauréat portera les prestations suivantes :

- Conception du projet
- Réalisation des travaux de réhabilitation
- Coordination SSI et OPC

L'ensemblier devra, au titre de ces différentes prestations :

- Au titre de la conception du projet :
 - o Réaliser un dossier d'études APS finalisé.
 - o Réaliser un dossier d'études APD.
 - o Réaliser un dossier d'études PRO.
- Au titre de la réalisation des travaux de réhabilitation :
 - o Réaliser les aménagements préalables de la zone de chantier.
 - o Réaliser toutes les études d'exécution.
 - o Réaliser les travaux, clos-couvert, corps d'état secondaires, corps d'état techniques...
 - o Prendre à sa charge les installations de chantier
 - o Prendre en charge le repliement de toutes les installations à la fin du chantier.
-

1.10.4 Coordination SPS

Une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, définie par le décret n° 94.1159 du 29 décembre 1994, fera l'objet d'un contrat spécifique (consultation à venir).

1.10.5 Autres intervenants

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire intervenir d'autres intervenants, s'il le juge utile.

1.11 PORTAIL DE GESTION DOCUMENTAIRE

Dans le cas où la maîtrise d'ouvrage décide de mettre en place un portail de gestion documentaire pour assurer la gestion documentaire du projet (depuis le démarrage des études jusqu'à la réception des travaux), l'ensemble des acteurs de l'opération et en particulier le titulaire du présent contrat ont l'obligation d'utiliser la plateforme de gestion documentaire pour leurs échanges de documents.

L'accès à la plateforme se fait via tout type d'appareil (PC, MAC, tablettes) en utilisant les navigateurs internet courants.

Des identifiants seront transmis par mail à chaque utilisateur.

Il appartient à chaque utilisateur, en tant qu'émetteur de données et de documents, de vérifier que chaque transmission effectuée s'est faite conformément aux procédures en vigueur et de signaler, dans les meilleurs délais, toute défaillance technique éventuelle à l'administrateur du portail.

1.12 LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations seront exécutées sur le bâtiment principal de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon au 3 rue Maurice Audin, à Vaulx-en-Velin.

1.13 REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée du marché.

Dans l'exécution du présent marché, le titulaire est tenu, au même titre que le pouvoir adjudicateur, au respect des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel conformément à l'article 5.2 du CCAG-PI.

Les parties devront se conformer au règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016 ainsi qu'à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable du traitement (RGPD) :

- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...)
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués
- Solliciter l'autorisation du responsable du traitement avant de recruter un sous-traitant de second rang
- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du responsable du traitement
- Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement, etc.
- Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

1.14 CONFIDENTIALITE

Conformément à l'article 5 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant ses sous-traitants et/ou ses fournisseurs au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions, dont il a, ou aura eu la connaissance durant l'exécution du marché.

Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents, ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-P.I., les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses éventuels annexes ;
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) et ses éventuels annexes.
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-P.I.), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise de l'offre ;
- Le cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés publics de contrôle technique et ses annexes en vigueur lors du mois de l'établissement des prix (mois Mo) ;
- La note technique remise par le titulaire dans le cadre de son offre (les conditions générales de vente et d'achat du titulaire ne sont pas applicables). Les exemplaires originaux de ces documents, conservés dans les archives du maître d'ouvrage, font seule foi.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Pièce indicative : La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.).

ARTICLE 3. REGIME DES CONNAISSANCES ANTERIEURES ET DES RESULTATS

Les règles applicables aux connaissances antérieures et aux résultats produits ou réalisés dans le cadre de l'exécution du présent marché sont celles fixées au Chapitre 6 (articles 32 à 35) du C.C.A.G.-P.I. précité.

ARTICLE 4. TVA

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurants dans le présent marché sont exprimés hors TVA et TVA comprise.

ARTICLE 5. MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE

5.1 RESPONSABLE TECHNIQUE DU CONTROLE

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique désigne le responsable technique qualifié pour signer les avis prévus aux articles du chapitre III du C.C.T.G. au cours de l'exécution du marché. Le changement de responsable technique qualifié devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur.

5.2 CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Le présent marché intervient dans le cadre du décret n° 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique et il devra être exécuté conformément à la norme NF P 03-100.

5.3 ETENDUE DES MISSIONS DE CONTROLE

La mission confiée comprend les éléments suivants :

- Mission de base : L+S
- Missions complémentaires : LE, VIE, Th, PS, F, HYSa, PV, MS1.1, SEI, PHa, GTB :
 - **LE** relative à la solidité des existants
 - **VIE** relative à la vérification initiale des installations électriques
 - **Th** relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie
 - *PS relative à la prévention des aléas liés aux séismes*
 - **F** relative au fonctionnement des installations
 - **HYSa** relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments autres que d'habitation
 - **PV** relative au recollement des PV d'essais d'installations
 - *MS 1.1 relative à l'assistance pour l'élaboration de la notice de sécurité*
 - *SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH*
 - **PHa** relative à la vérification des exigences d'isolation acoustique dans les bâtiments autres qu'habitation
 - *GTB relative à la Gestion Technique du bâtiment*

A noter que le montant des honoraires comprend également :

- La participation du titulaire du marché à toutes les réunions nécessaires pour exécuter sa mission ;
- La rédaction et la diffusion de tous les compte rendu et/ou avis à formuler suite aux réunions (réunions pendant l'exécution d'une mission ou réunions qui valident une fin de mission, réunions à l'initiative du titulaire du présent marché, du maître d'ouvrage, du groupement et de tout autre intervenant) ;
- La préparation et la participation aux commissions de sécurité et aux réunions préalables au dépôt officiel des demandes d'autorisation de travaux, réunions qui auront lieu avec le SDMIS, ou les services publics chargés de l'accessibilité.

5.4 CONDITIONS D'EXECUTION DU CONTROLE TECHNIQUE

Le contrôle intervient dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique et par les articles de la norme NFP 03-100 cités dans le C.C.T.G.

Le contrôleur technique intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages. Son intervention débute à la date de notification du marché. Elle s'achève à l'expiration de la période de levée de réserves émises à la réception du ou des marchés de travaux relatifs aux ouvrages à contrôler.

L'opération concernée par la présente mission de contrôle technique relève d'une complexité technique notamment liée à la réalisation de travaux en site occupé. Ainsi, les travaux feront l'objet d'un phasage précis, induisant un impact technique important sur les existants. **Les travaux pourront nécessiter ainsi des phases provisoires entre leur début et la réception finale de l'opération, le contrôleur technique est sollicité pour avis, en tant que de besoin, sur l'ensemble des phases provisoires du point de vue de la sécurité des ouvrages et de la sécurité des personnes.**

5.5 PHASES D'INTERVENTION

5.5.1 Dialogue compétitif

Le contrôleur technique assiste le maître d'ouvrage dans les choix techniques à chaque stade du dialogue compétitif : offre initiale (Niveau ESQ) et offre finale (Niveau APS)

Pour chacune des phases, le titulaire analysera les offres des 4 groupements, avec établissement d'un rapport par candidat, avec mise à jour éventuelle.

5.5.2 Conception

Le contrôleur technique assiste le maître d'ouvrage dans les choix techniques à chaque stade des missions de conception et procède :

- à l'examen des dispositions prévues à l'Avant-Projet Sommaire finalisé et Avant-Projet Définitif (APS/APD) notamment sur le plan de la solidité, de la sécurité et de l'accessibilité et de la performance énergétique du projet ;
- à l'examen des études de projet (PRO), et des études d'exécution réalisées.
- A la préparation et à l'examen du dossier de permis de construire/autorisation de travaux, notamment l'examen de la notice sécurité et de la notice accessibilité incluses dans le dossier de permis de construire/autorisation de travaux.
- à la production du rapport initial de contrôle technique ;

Le contrôleur technique participera également à l'examen des solutions et variantes proposées par le groupement et mettra en évidence les avantages et les inconvénients de ces solutions ainsi que leurs répercussions éventuelles sur les autres lots.

Le contrôleur rédigera un rapport intermédiaire résumant ses avis, à l'issue de chacun des stades des phases de conception. Il établit le rapport initial de contrôle technique à la fin de chacune des phases conception.

Le contrôleur technique participera à toutes les réunions auxquelles il sera convoqué, que ce soit par le maître d'ouvrage ou par le maître d'œuvre.

Le contrôleur technique assistera le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre lors de la présentation initiale du projet auprès des services chargés d'instruire le projet au titre de la sécurité et de l'accessibilité.

Examen des documents d'exécution :

Les études d'EXE (exécution) sont à la charge du groupement.

Le contrôleur technique examine les documents d'exécution réalisés par le groupement.

Chaque document donne lieu à un avis.

5.5.3 Réalisation des travaux - examen sur chantier des ouvrages et des équipements

Il s'agit de contrôler la réalisation des ouvrages.

Le contrôleur technique procède à l'examen des conditions dans lesquelles s'effectuent les vérifications techniques qui incombent à chacune des entreprises.

Le contrôleur technique donne un avis sur les certificats de classement des matériaux, sur les procès-verbaux qui lui sont transmis.

Le contrôleur technique avertit le maître d'ouvrage dans les meilleurs délais des problèmes qui pourraient avoir une incidence importante sur l'achèvement des travaux.

Pour la durée totale des chantiers :

- Examen des documents d'exécution et formulation des avis ;
- Examen sur le chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis à contrôle technique et formulation d'avis ;
- Établissement d'un **rapport mensuel** (tableau de suivi) faisant le point des avis sur les documents d'exécution, et en particulier sur les suites données par l'entreprise aux avis suspendus ou défavorables ;
- Participation aux réunions hebdomadaires de chantier (en moyenne une réunion sur deux) ;
- Participation aux réunions de maîtrise d'ouvrage (en moyenne une par mois) ;
- Visites inopinées sur le chantier avec production d'un compte rendu ;
- Assistance pour l'implantation des moyens de secours ;
- Vérifications techniques avant mise sous tension et vérification initiale des installations électriques ;
- Production des rapports finaux certifiant la conformité des ouvrages ;
- Préparation et participation aux OPR et levées de réserves ;
- Participation aux visites de la commission de sécurité et d'accessibilité préalablement à l'ouverture des locaux au public (le cas échéant) ;
- Établissement de l'attestation finale prévue à l'article L111-7-4 du code de la construction et de l'habitation après achèvement des travaux et relative à l'accessibilité handicapée.

5.5.4 Phase préalable à la réception

Le contrôleur technique vérifie en particulier la conformité des ouvrages vis-à-vis des règles relatives à la sécurité, l'accessibilité et des missions complémentaires qui lui sont confiées.

Il réalise les visites de levées de réserves qui lui permettent d'établir le rapport définitif de fin de travaux.

Cette partie technique comprend la participation du contrôleur technique aux visites de la commission de sécurité.

A la fin de cette partie technique, le contrôleur technique adresse au maître d'ouvrage le rapport final de contrôle technique (RFCT), l'attestation de solidité visée au décret du 8 mars 1995, l'attestation de vérification avant mise en service des installations électriques, l'attestation « handicapés » prévue à l'article L.111-7-4 du CCH.

Aucun avis suspendu ne subsiste dans ce rapport.

Le contrôleur technique assiste le maître d'ouvrage lors des visites de la commission de sécurité et de la commission d'accessibilité.

La mission débute à la notification du marché.

Chaque phase est déclenchée par la validation du représentant du maître de l'ouvrage de la phase précédente.

ARTICLE 6. REMUNERATION

Les prestations du contrôleur technique sont réglées par un prix global et forfaitaire, fixé dans l'Acte d'Engagement. Ce prix comprend toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission. Cette rémunération inclut notamment les frais d'hébergement et de déplacement.

Le présent marché est constitué des éléments de mission dont les montants sont indiqués en synthèse du cadre de D.P.G.F.

ARTICLE 7. PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

7.1 FORME DES PRIX

Le prix est révisable suivant les modalités fixées à l'article 7.4 ci-après.

7.2 MODE D'ETABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHE

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant le mois échéance de la remise des offres ; ce mois est appelé « M0 ».

7.3 CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour représenter l'évolution du marché est l'index ingénierie ING (base 100 en janvier 1973). Il est publié au bulletin officiel du ministère en charge de l'écologie, du développement et de l'aménagement durable (www.btp.developpement-durable.gouv.fr) et au moniteur des travaux publics et du bâtiment.

7.4 MODALITES DE REVISION DES PRIX

Les prix du marché sont révisables annuellement à la date d'anniversaire du marché (notification du marché) selon la formule suivante :

$$PR = P0 (0,15 + 0,85 (A/A0))$$

Où

PR = Prix révisé

P0 = Prix d'origine basé sur le mois M0

A = Valeurs de l'indice de référence de l'objet du marché connu au mois de révision A0 = Valeurs de ce même indice au mois d'origine des prix

Le résultat des calculs est arrondi au 1/1000 supérieur.

Index ou Indice retenu : ING paru au Journal Officiel.

Conformément à l'article 10.2.4 du C.C.A.G.-P.I., les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

7.5 APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE

Le montant des règlements est calculé en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

7.6 CONTENU DES PRIX

7.6.1 Précisions en cas de cotraitance ou de sous-traitance

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG PI, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

7.6.2 Rémunération des droits de propriété intellectuelle

Le prix du marché inclut la rémunération forfaitaire du titulaire au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle.

ARTICLE 8. REGLEMENT DES COMPTES - PAIEMENT

8.1 E-FACTURATION

Le Titulaire transmet l'ensemble des documents relatifs au règlement des Prestations prévues au Marché, notamment ses factures, décomptes et demandes de paiement, par voie électronique au maître d'ouvrage ou son représentant.

Pour cela, le maître d'ouvrage ou son représentant pourra se doter d'une plateforme collaborative (système d'échange de données informatiques) sur laquelle l'ensemble de ces documents devront être transmis par le Titulaire. Cette plate-forme notifie au Titulaire la réception des documents envoyés, afin de disposer d'une preuve de leur transmission et de la date de leur transmission.

Le titulaire est tenu d'adhérer au système d'échange de données informatiques choisi par le maître d'ouvrage ou son représentant pour la saisie des situations.

8.2 PAIEMENT

8.2.1 Périodicité et date d'exigibilité des acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes conformément aux articles L2191-4 et R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique.

Les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes, l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas 3 mois conformément au Code de la Commande Publique.

Prestation rémunérée	Fraction exigible	Date d'exigibilité
Avis sur études – Phase offre initiale	100%	Exigible après remise des rapports correspondants
Avis sur études – Phase offre finale	100%	dito
Rapport d'examen de la phase APS finalisé	100%	dito
Rapport d'examen de la phase APD	100%	dito
Examen de la notice de sécurité du PC	100%	dito
Rapport d'examen du PRO et avis pendant les études	100%	dito
Rapport initial de contrôle technique	100%	dito
Contrôle des documents et des chantiers	% avancement des travaux	par échéances mensuelles à la remise des rapports de synthèse mensuels
Rapport final de contrôle technique participation à la commission de sécurité et d'accessibilité	100%	40 % à la remise du rapport final provisoire précédant la réception de l'ouvrage, 40 % à la remise du rapport final définitif (sans réserve) destiné à être transmis à l'assureur dommage 20 % à l'issue des commissions
Rapport de vérification initiale des installations électriques	100%	Dito

Les demandes d'acompte sont présentées par le titulaire, le maître d'ouvrage les vérifie et y applique les pénalités éventuelles pour retard.

Selon la durée des phases d'étude, le paiement des acomptes pourra être mensuel à la demande expresse du contrôleur technique et au prorata de l'avancement de l'étude.

Le montant des acomptes à verser au titulaire est déterminé par le maître d'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- le montant de l'acompte en prix de base
- l'effet de la révision de prix appliquée sur l'acompte
- l'incidence de la T.V.A.

- le montant de l'acompte à verser, récapitulation des trois montants ci-avant, augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au titulaire

Pour le versement du solde, le titulaire adresse son projet de décompte final après réception des travaux et transmission de l'intégralité des rapports de fin de missions.

8.2.2 Modalités de paiement.

Le titulaire remet au représentant du pouvoir adjudicateur un décompte, une facture ou un mémoire précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution de ses prestations. Cette demande de paiement devra se conformer aux prescriptions légales et aux dispositions de l'article 11.3 du CCAG-PI.

Elles sont datées, établies en un original, et comportent notamment les indications suivantes :

- les références du marché,
- la désignation du débiteur,
- le nom et l'adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire, tel qu'il est mentionné dans l'acte d'engagement,
- le cas échéant, le n° du bon de commande ou de l'ordre de service concerné par la facturation,
- la nature et la date d'exécution des prestations facturées,
- le montant des prestations admises, ou en cas d'acomptes, le montant des prestations exécutées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections éventuelles ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations exécutées ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations exécutées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement doivent reprendre les mentions suivantes :

COMUE Lyon Saint-Etienne
Pour le compte du Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Lyon
92 Rue Pasteur
CS 30122
69361 Lyon Cedex 07

L'absence d'une des mentions obligatoires, et plus particulièrement les références du marché, entraîne le renvoi de la facture et suspend le délai de paiement jusqu'à réception d'une nouvelle facture conforme aux prescriptions ci-dessus énoncées.

Cette seconde facture devra porter la date réelle de son émission et non la date de la facture initiale.

Pour tout paiement définitif, le maître d'ouvrage établit un document de décompte général, tant pour la partie forfaitaire que pour la partie à commandes, qui comprend :

- Le décompte général ci-dessus.
- La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage.
- Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur (1).

- L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus (2).
- L'incidence de la T.V.A. (3).
- L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes (1), (2) et (3) ci-dessus.

La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser. Cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le titulaire adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final. Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le titulaire ou en l'absence de réclamation dans le délai de 30 jours à compter de la notification visée ci-dessus.

En complément du C.C.A.G.-P.I., il pourra être demandé au titulaire, en cours d'exécution du marché, d'adhérer à un système d'échange de données informatiques (type GESPRO) pour la saisie des factures, décomptes et demandes de paiements. Le titulaire ne pourra s'y opposer.

Cette plate-forme notifie au Titulaire la réception des documents envoyés, afin de disposer d'une preuve de leur transmission et de la date de leur transmission.

8.3 DELAIS DE PAIEMENT

Le paiement sera effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par la COMUE Lyon Saint-Etienne, sauf désaccord du service gestionnaire.

Conformément à l'article L2192-13 du Code de la commande publique, en cas de retard dans les paiements, le titulaire bénéficiera, sans formalités, du versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dans les conditions prévues aux articles R2192-31 à R2192-36 du même code.

Il est précisé en outre que le titulaire devra avertir sans délai le maître de l'ouvrage de ses changements de domiciliation bancaire et produire à cet effet les pièces justificatives correspondantes.

8.4 AVANCE

Il n'est pas prévu de versement d'avance au titulaire.

8.5 REGLEMENT EN CAS DE COTRAITANTS OU DE SOUS-TRAITANTS PAYES DIRECTEMENT

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est transmise par le mandataire. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au pouvoir adjudicateur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

En cas de sous-traitance prévue dès la passation du marché, l'acte spécial indique la répartition des paiements.

8.6 ACCEPTATION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les réfections imposées.

Notamment, en cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution

de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

8.7 CONTESTATION

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire

ARTICLE 9. EXECUTION DU MARCHÉ

9.1 CONDUITE DES PRESTATIONS

La bonne exécution des prestations dépend pour l'essentiel de la ou des personne(s) qui est (sont) désignée(s) pour la mission par le titulaire du présent marché. La (les) personne(s) qualifiée(s) pour signer les avis prévus aux articles du chapitre III du C.C.T.G. est (sont) désignée(s) à l'article 1 de l'Acte d'engagement.

Tous les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par ce responsable du contrôle de l'opération ou son suppléant, désignés à cet effet.

Si l'affectation de ces personnes venait à être modifiée, à l'initiative du titulaire, il sera fait application de l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-P.I.

9.2 DEROULEMENT DE LA MISSION

Les conditions suivantes sont appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au représentant du pouvoir adjudicateur. En particulier, l'absence non signalée de documents ne pourra être évoquée comme justifiant un retard dans la remise des pièces prévues au titre de la mission du contrôleur technique
- le contrôleur technique adressera **directement copie de ses avis aux entreprises et Maître d'œuvre**, l'original étant adressé au maître d'ouvrage ou son représentant, dans les délais précisés à l'article 11.
- en cas de retard dans la transmission de ses avis, le titulaire pourra subir une pénalité précisée à l'article 11 du présent C.C.P.

La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet. Dans ce but, il doit notamment signaler au représentant du pouvoir adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires.

Le représentant du pouvoir adjudicateur prendra les dispositions nécessaires pour :

- Informer, dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction de l'existence du présent marché,
- Donner au contrôleur technique une copie des documents nécessaires à sa mission (permis de construire, rapports, plans).
- Garantir au contrôleur technique le libre accès aux chantiers et autres lieux d'exécution des travaux intéressant la construction pour laquelle son intervention a été requise.
- D'une façon générale lui permettre l'exercice de sa mission dans des conditions normales d'efficacité et de sécurité.

9.3 DOCUMENTS A FOURNIR

L'ensemble des documents établis par le titulaire sera remis au maître d'ouvrage ou son représentant pour vérification et validation en 1 exemplaire papier et 1 exemplaire numérique. Ces fichiers devront être compatibles avec les logiciels fonctionnant sous la suite bureautique Windows et Autocad concernant les dessins et plans.

Les documents sont transmis par voie dématérialisée à tous les acteurs de l'opération.

ARTICLE 10. RECEPTION – ACHEVEMENT DE LA MISSION

10.1 RECEPTION DES ELEMENTS DE MISSION

La réception des prestations prévues au présent marché se fera conformément aux dispositions des articles 28 et 29 du C.C.A.G.-P.I.

Les prestations prévues au titre de la présente mission pourront également donner lieu (en complément aux dispositions de l'article 29 du C.C.A.G.-P.I.) à une réception avec réserve(s).

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur juge que les prestations, sans satisfaire complètement les exigences du marché, n'appellent que des réserves qui permettent cependant l'utilisation des résultats au cours de l'élément de mission suivant, il notifie au titulaire une décision de réception avec réserves. La liste des réserves dont est assortie la décision est réputée exhaustive.

Le titulaire dispose de deux semaines pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du représentant du pouvoir adjudicateur et s'être engagé à apporter les réponses appropriées aux réserves annexées à la décision de réception au stade de l'élément suivant. A défaut d'avoir pris en compte les réserves mentionnées ci-dessus, la décision de réception peut être transformée en décision de réception avec réfaction ou être annulée.

Si le titulaire formule des observations, le représentant du pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour notifier une nouvelle décision ; à défaut d'une telle notification, le représentant du pouvoir adjudicateur est réputé avoir rejeté les observations du titulaire.

10.2 ACHEVEMENT DE LA PRESTATION

La prestation du contrôleur technique s'achève à l'expiration de la période de levée de réserves émises à la réception de l'ouvrage.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le maître d'ouvrage constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

10.3 ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS

En application de l'article 22 du C.C.A.G.-P.I., la personne publique se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des phases techniques constituées par les éléments de mission définis à l'article 5.3 ci-avant et dans le cadre de la D.P.G.F.

Dans ce cas, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire sa décision d'arrêter l'exécution des interventions. Par dérogation à l'article 22 du C.C.A.G.-P.I., l'arrêt ne donne pas obligatoirement lieu à résiliation.

Les phases de mission accomplies sont alors rémunérées sans abattement ni indemnités au titulaire.

ARTICLE 11. DELAIS – PENALITES

11.1 DELAIS

Délai d'établissement des documents à remettre par le titulaire :

Eléments de mission (liste des livrables)	Délais (jours ouvrables)
Avis sur les études phase Offre initiale (Niveau ESQ) (4 offres)	10 jours (*)
Avis sur les études phase Offre finale (Niveau APS) (4 offres)	10 jours (*)
Avis sur l'APS finalisé	10 jours (*)
Avis sur l'APD	10 jours (*)
Assistance du maître d'ouvrage et du groupement pour la constitution des dossiers de demande de permis de construire ou de déclaration préalable de travaux / Avis sur les demandes d'autorisation administratives	2 semaines (*)
Rapport initial de contrôle technique sur les études de projet et documents d'exécution du groupement	2 semaines (*)
Pendant les travaux, contrôle des documents et du chantier (avis sur tous les types de documents d'exécution et de synthèse diffusés par le groupement, ainsi que les comptes rendus de visite des travaux en cours)	5 jours (*)
Pendant les travaux, diffusion régulière de la liste des avis formulés pendant les travaux : avis favorables, suspendus et défavorables	5 jours (*)
Etablissement et diffusion d'un rapport final de contrôle technique provisoire par phase	10 jours avant la date arrêtée pour les opérations préalables à la réception (pour chacune des réceptions définitives ou partielles)
Etablissement et diffusion d'un rapport final de contrôle technique (version définitive) par phase	8 jours avant le passage de la commission de sécurité (pour chacune des commissions de sécurité) et après transmission de l'ensemble des pièces complémentaires par la personne publique ou les intervenants sur le fondement du rapport final provisoire
Etablissement et diffusion des attestations de conformité demandées par la commission de sécurité et d'accessibilité (solidité et accessibilité) Participation à la commission de sécurité	A transmettre pour la commission de sécurité (pour chacune des commissions de sécurité)

(*) : Le délai des avis à formuler ou des rapports à établir court à compter de la réception par le titulaire des études ou dossiers du groupement.

Si le maître d'ouvrage demande au groupement de réviser ses études / dossiers alors la (les) nouvelle(s) version(s) de l'étude devront faire l'objet d'un avis ou d'un rapport de contrôle technique actualisé de la part du titulaire. Ces avis ou rapports actualisés font partie des prestations dues par le titulaire dans le cadre du présent marché, sans rémunération supplémentaire.

Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction de ces documents dans le cadre de l'opération envisagée.

11.2 PENALITES

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constatation du maître d'ouvrage. Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date d'achèvement réelle des prestations et la date limite initialement fixée par le maître d'ouvrage. Il s'agit de jours calendaires.

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-P.I., le contrôleur technique est susceptible de se voir appliquer les pénalités suivantes :

- Retard dans la remise des avis sur chaque phase d'étude, notice du PC, rapports initial et final : 300 € HT par jour calendaire de retard, y compris dimanche et jours fériés ;
- Retard de rendu de document ou d'avis en phase travaux ou levée de réserve : 150 € par jour calendaire de retard, y compris dimanche et jours fériés ;
- Absence injustifiée aux réunions de chantier organisées par la maîtrise d'œuvre (un retard de plus d'une heure étant considéré comme une absence) : 100 € ;
- Absence injustifiée aux réunions de mise au point technique ou de synthèse : 100 € ;
- Absence injustifiée aux commissions de sécurité : 800 € ;
- Manquement à l'obligation de confidentialité : 1 000€ ;
- Tout autre manquement du titulaire à ses obligations au titre du présent marché : 50€ par manquement ou par jour.

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du RGPD, le maître d'ouvrage peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire par manquement de 1000€.

ARTICLE 12. ASSURANCES

Tous les intervenants assument les risques et responsabilité découlant des lois, règlements et normes en vigueur. A ce titre, ils répondent notamment des garanties, responsabilités et risques mis à leur charge :

- par les articles 1792, 1792-2 et suivants du Code Civil,
- par les articles 1240 et 1241, 1788 à 1791 du même Code.

12.1 RESPONSABILITE CIVILE (EN COURS DE CHANTIER, PROFESSIONNELLE ET APRES LIVRAISON)

Chaque intervenant devra justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de la notification du marché, et ensuite chaque année à l'échéance, qu'il est titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile (y compris celle du fait des sous-traitants de niveau 1) et couvrant les conséquences pécuniaires des dommages (y compris du fait de la pollution accidentelle) corporels, matériels et immatériels causés au tiers y compris le maître d'ouvrage ainsi que son mandataire du fait notamment de l'exécution des travaux objet du marché. Faute de respecter cette formalité, le marché de l'intervenant pourra être résilié de plein droit à ses torts exclusifs.

La liste exacte des activités pour lesquelles l'intervenant est garanti sera détaillée dans l'attestation.

Le contrat devra comporter des montants de garanties suffisants quant au risque et à son environnement qui ne pourront, en tout état de cause être inférieurs à :

Concepteurs : Responsabilité Civile en cours de chantier – professionnelle et Après Livraison

- Responsabilité civile Exploitation Pendant travaux :
Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) : **1.500.000 € par sinistre** dont :
 - Immatériels non consécutifs : 500.000 € par sinistre,
 - Dommages de pollution accidentelle : 500.000 € par année.
- Responsabilité civile Professionnelle et Après travaux :
Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) : **1.000.000 € par année** dont :
 - Immatériels Non consécutifs : 1.000.000 € par sinistre et par année,
 - Dommages de pollution accidentelle : 500.000 € par sinistre et par année.

La franchise en dommages matériels et immatériels consécutifs sera au maximum de dix mille (10.000) Euros.

12.2 RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE

Les intervenants au chantier devront, conformément à la Loi 78/12 du 4 janvier 1978, être couverts par une police d'assurance de responsabilité décennale pour les lots dont ils sont titulaires, y compris ceux qu'ils donnent en sous-traitance (mais uniquement pour les activités pour lesquelles l'entrepreneur est garanti à titre principal).

Ainsi, l'intervenant devra justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de la notification du marché, et ensuite chaque année à l'échéance, qu'il est bien titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile décennale découlant des dispositions des articles 1792, 1792-1 et suivants du Code Civil. Faute de respecter cette formalité, le marché de l'intervenant pourra être résilié de plein droit à ses torts exclusifs.

Cette police devra prévoir une garantie à concurrence minimum de la valeur de l'ouvrage, sauf dérogation acceptée expressément par le maître d'ouvrage. Il est rappelé, que l'obligation faite à chaque intervenant à l'acte de construire est d'être assuré à dû concurrence du montant total de l'opération (travaux + honoraires).

Dans ce dernier cas, le capital garanti accepté devra être exclusif de toute règle proportionnelle de capitaux, le Maître d'ouvrage se réservant la possibilité de souscrire une police dite « Complémentaire de groupe » pour élever le montant des garanties des intervenants (Concepteurs et Réalisateurs) au montant total de l'opération et à leurs frais.

En tout état de cause, les montants minimums de garantie du titulaire du marché de contrôle technique est de : 1,5 M €

Les attestations produites devront être datées de moins de trois mois et émaner de la seule Compagnie d'assurance.

L'attestation d'assurance décennale, devra :

- Être nominative au chantier (nom, adresse et montant total du chantier),
- Comporter le montant des garanties complémentaires,
- Abroger la règle proportionnelle éventuelle des capitaux,
- Comporter la mention des activités garanties.

ARTICLE 13. MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

L'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit modifie l'article L. 8222-6 du code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé.

En application de ces nouvelles dispositions, il sera appliqué le dispositif suivant :

Avant la signature du contrat :

Le maître d'ouvrage sollicite de l'attributaire du marché la production des pièces établissant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, qu'il est en conformité avec la réglementation du code du travail relative au travail dissimulé et qu'il ne fait l'objet d'aucune interdiction de concourir mentionnée à cette rubrique.

En cours d'exécution du contrat :

1. Le maître d'ouvrage demande au titulaire du marché, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, les mêmes pièces que celles exigées lors de la signature du contrat.

2. Dans le cas où un agent de contrôle lui signale que le titulaire ne respecte pas leurs obligations, le maître d'ouvrage le mettra en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de régulariser sa situation et d'en apporter la preuve (fourniture des mêmes pièces justificatives à jour).

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à cette injonction, en régularisant la situation, l'Université de Lyon peut :

a) appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 300 €, dans les limites suivantes :

- le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du contrat ;
- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1 , L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

b) résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 14. RESILIATION

En cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du contrôleur technique portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

Sous réserve des dispositions précédents, les règles applicables à la résiliation du marché sont celles fixées au Chapitre 7 (articles 36 à 42) du C.C.A.G.-P.I. Quelle que soit la cause de la résiliation du marché, aucune indemnité ne sera octroyée au titulaire.

14.1 RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 27 et 39 du CCAG PI avec les précisions suivantes :

- Le maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 27 du CCAG PI. La décision de résiliation le mentionnera expressément.
- La résiliation ne donne lieu à aucune indemnisation.

Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (art.37.1 du C.C.A.G.-P.I.), les prestations sont réglées sans abattement. Il en est de même pour résiliation en cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément.

ARTICLE 15. REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION

En cas de redressement judiciaire, l'administrateur est mis en demeure par l'établissement de se prononcer sur la capacité du titulaire à poursuivre l'exécution du marché. Sans réponse de sa part dans un délai d'un mois, le marché est résilié de plein droit.

En cas de liquidation judiciaire, le liquidateur peut prononcer la continuation du marché. A défaut, le marché sera en effet résilié à la date du jugement du tribunal de Commerce.

ARTICLE 16. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent à rechercher préalablement les voies d'un accord amiable, à défaut, le Tribunal Administratif de Lyon sera seul compétent.

Toutefois, le titulaire pourra demander au maître d'ouvrage que le différend soit préalablement soumis à l'avis du Comité consultatif de règlement amiable des litiges, conformément à l'article 43 du C.C.A.G.-P.I.

ARTICLE 17. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

En application des articles D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de du marché, les documents demandés dans les conditions fixées à cet article.

En cas de non remise par le titulaire des documents susmentionnés, la personne publique, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie le marché pour faute de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

ARTICLE 18. DEROGATIONS AU C.C.A.G. PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P. sont apportées aux articles suivants du C.C.A.G.-P.I. :

- L'article 2 du C.C.P. déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-P.I.
- L'article 10.3 du C.C.P. déroge à l'article 22 du C.C.A.G.-P.I.
- L'article 11.2 du C.C.P. déroge à l'article 14 du C.C.A.G.-P.I.

ANNEXE 1 – PLAN DE LOCALISATION



Figure 1 Campus de Vaulx en Velin